

La politique agricole et l'accumulation du capital : Le cas des États-Unis

Agricultural Policy and Capital Accumulation : The United States Example

Michael Perelman

Volume 12, Number 1, 1981

Production et politiques agricoles dans les pays industriels : du dedans au dehors

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701158ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701158ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Perelman, M. (1981). La politique agricole et l'accumulation du capital : Le cas des États-Unis. *Études internationales*, 12(1), 75-88.
<https://doi.org/10.7202/701158ar>

Article abstract

Confronted with economic crisis, american agricultural policy since 1970 has been dominated by one priority : the solution of problems associated with other sectors, by saving public agricultural expenses as well as by using exports as a « food weapon ». But this policy does no more than shift the contradictions of american society : it doesn't stop the food/wage spiral and it re-activates the internal tensions of agricultural production. A longer term logic dominates this short term policy: to safeguard the functions of agriculture within the accumulation process. The study emphasizes the function of supplier of labor for other sectors of agriculture. It shows how the american food model, by consuming an irrational amount of ressources, ensures that the labor's supply grows more rapidly than its demande.

LA POLITIQUE AGRICOLE ET L'ACCUMULATION DU CAPITAL: LE CAS DES ÉTATS-UNIS

Michael PERELMAN*

ABSTRACT — *Agricultural Policy and Capital Accumulation: The United States Example*

Confronted with economic crisis, american agricultural policy since 1970 has been dominated by one priority: the solution of problems associated with other sectors, by saving public agricultural expenses as well as by using exports as a « food weapon ». But this policy does no more than shift the contradictions of american society: it doesn't stop the food/wage spiral and it re-activates the internal tensions of agricultural production. A longer term logic dominates this short term policy: to safeguard the functions of agriculture within the accumulation process. The study emphasizes the function of supplier of labor for other sectors of agriculture. It shows how the american food model, by consuming an irrational amount of ressources, ensures that the labor's supply grows more rapidly than its demande.

INTRODUCTION: UN COMBAT QUI N'EST NI CELUI DE LA FAIM NI CELUI DE LA PAUVRETÉ AGRICOLE

La politique agricole américaine oscille apparemment entre deux objectifs: protéger les revenus agricoles aux États-Unis et favoriser les exportations agricoles. On pourrait donc penser que la politique de protection assure un revenu décent aux agriculteurs et que les exportations limitent la faim dans le monde. Aucun de ces deux résultats ne s'est matérialisé.

Commençons par la contribution des États-Unis à la lutte contre la faim. Un tiers seulement des exportations agricoles américaines sont destinées aux pays qualifiés de « moins développés » par l'USDA¹. De plus, une part importante de ces exportations consiste en produits de luxe consommés par les classes riches. Ainsi le blé et les produits à base de blé représentent moins d'un tiers des exportations agricoles vers l'Amérique latine. Certes ce pourcentage est deux fois plus élevé que celui des exportations de produits animaux², qui incluent en outre le lait en poudre (environ 6% de la valeur des exportations de produits animaux). Il n'en demeure pas moins que les exportations de produits animaux parviennent rarement aux classes pauvres.

Même si les États-Unis parvenaient à expédier des aliments aux lieux où ceux-ci assureraient la meilleure contribution à la nutrition, le fait tragique reste que les États-Unis sont importateurs nets de produits agricoles à l'égard des PVD et ne se

* *Professeur au Département d'économie à l'Université de Californie, Chico, États-Unis.*

1. United States Department of Agriculture, *Us Foreign Agricultural Trade Statistical Report, Calendar Year 1978, A Supplement to the Month Foreign Agricultural Trade of the United States*, Washington (DC), United States Government Printing Office, Octobre 1979; *Idem, Balance Sheet of the Farming Sector 1978; ESCS Agricultural Information Bulletin, No. 430*, (août 1979).

2. *Ibid.*

préoccupent guère de modifier cette situation. Le ministère de l'Agriculture utilise ses crédits pour favoriser la consommation d'aliments élaborés produits aux États-Unis et pour encourager les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières traditionnelles³. Ainsi la plupart des PVD sont pris dans la situation peu enviable de dépendre des importations pour leur approvisionnement et d'exportations de produits de luxe pour leurs recettes. Par ailleurs, quand un pays parvient à développer un secteur agricole d'exportation capable de concurrencer les agriculteurs américains sur les marchés mondiaux (comme l'huile de palme en Malaisie), il se heurte au gouvernement américain qui dénonce cette « déloyauté ».

Voyons maintenant comment les revenus agricoles ont été protégés aux États-Unis. Après l'année 1978, qui fut exceptionnelle pour les agriculteurs américains, le revenu agricole en 1979 est retombé, selon les évaluations officielles, à un niveau voisin de celui de 1968, année relativement mauvaise. Il est difficile de dire quelle est la situation normale pour un secteur aussi instable que l'agriculture. Cependant, même en prenant comme base l'année 1978 (une bonne année), l'augmentation du revenu agricole réel n'est que de 0,87% par an en 20 ans. Certes, le revenu moyen par exploitation s'est élevé, mais cette évolution n'est qu'une faible consolation pour les milliers d'agriculteurs qui ont été chassés de l'agriculture.

Loin de protéger le revenu agricole, la politique définie après la guerre de stabilisation des prix à des niveaux relativement élevés a entraîné une diminution ou une stagnation du revenu agricole, c'est-à-dire un résultat opposé à son objectif affirmé. Nelson et Cochrane par exemple ont estimé que si la politique de soutien agricole avait été supprimée après 1953, les revenus agricoles auraient été en 1968 supérieurs d'au moins 6% à ce qu'ils étaient alors⁴.

Les débats sur la politique agricole internationale sont habituellement centrés sur les mécanismes de stockage, de subventions aux exportations, de protection, etc.. Il m'apparaît nécessaire, s'agissant de la politique de la nation capitaliste la plus puissante du monde, de réexaminer quelques-uns de ses objectifs fondamentaux afin de comprendre les intentions sous-jacentes qui la déterminent.

La crise dans laquelle l'économie des États-Unis est entrée au milieu des années 60 a profondément affecté tous les aspects de la politique agricole américaine. Toute tentative d'analyse de cette politique implique cependant, pour ne pas rester superficielle, qu'elle soit replacée dans le cadre général de l'accumulation du capital.

3. Voir F. M. LAPPE et J. COLLINS, *Food First: Beyond the Myth of Scarcity*, New York, Balletinc, 1978; Susan GEORGE, *How the Other Half Dies: The Real Reasons for World Hunger*, Montclair (N.J.), Allenheld-Osmun, 1977; et M. PERELMAN, *Farming for Profit in a Hungry World: Capital and the Crisis in Agriculture*, Montclair (N.J.), allenheld-Osmun, 1977.

4. G. NELSON et W.W. COCHRANE, « Economic Consequences of Federal Farm Programs, 1953-1972 », *Agricultural Economics Research*, Vol. 28, avril 1976, pp. 52-64.

I — LA POLITIQUE AGRICOLE FACE À LA CRISE

A — La politique agricole comme gestion au jour le jour...

Au cours des années soixante-dix, la gestion du secteur laitier fut une préoccupation majeure du gouvernement. Un bref rappel des mesures prises nous indiquera ce que l'on peut attendre de l'analyse d'une politique conçue comme une gestion au jour le jour.

Avant même les achats soviétiques de céréales, la politique américaine avait comme projet explicite d'ouvrir les marchés européens aux exportations américaines. Peter Flanigan, fils de l'ancien président de Manufactures Trust, aujourd'hui Manufactures Hanover Bank, était alors assistant spécial du Président Nixon pour le commerce extérieur. Son engagement antérieur dans la fameuse affaire ITT comme l'obtention d'autres concessions favorables aux milieux d'affaires lui avaient valu le titre de « Monsieur Arrange-tout pour les milieux d'affaires »⁵. M. Flanigan prépara aussi avec le ministère de l'Agriculture un rapport sur la politique commerciale agricole⁶. Si l'on en croit le sénateur Humphrey, qui voyait dans ce rapport la « stratégie secrète des États-Unis », ce fut l'une des missions les plus importantes de M. Flanigan⁷.

Le rapport Flanigan suggérait essentiellement que les États-Unis ouvrent leurs frontières aux importations de produits laitiers, soulageant ainsi la CEE d'une partie de ses excédents. En contrepartie, le rapport Flanigan escomptait des concessions de la CEE favorisant les exportations de céréales fourragères américaines.

La portée réelle du rapport Flanigan demeure incertaine cependant, car peu après sa publication, la presse révéla que la deuxième campagne électorale du Président Nixon avait été largement financée par les grandes coopératives laitières. Des associés très proches du Président Nixon, parfois même membres de son Cabinet, furent impliqués dans le scandale qui suivit.

Quel a été l'impact ultime de cette manœuvre politique ? Les importations de produits laitiers ont considérablement augmenté en 1973, mais sont fortement retombées dès 1975. Ainsi les importations de lait non écrémé sont passées de 30.000 tonnes en 1972, à 68.000 tonnes en 1973, et 29.000 en 1975. Le mouvement des importations de lait en poudre écrémé est encore plus brutal : 30.000 tonnes en 1972, 152.000 en 1973, 30.000 en 1975⁸.

Ou comme réponse à la crise

Le rappel qui précède montre qu'il convient d'analyser les projets agricoles dans leurs relations avec le procès d'accumulation. Au terme de plusieurs décennies

5. FINNEY, *On Capitalist Underdevelopment*, Bombay, Oxford University Press, 1974, p. 34.

6. Senator Hubert H. HUMPHREY, « The Flanigan Report on Agricultural Trade Policy », *Congressional Record*, Vol. 119, Pt 10, 93rd Congress, 1st Session, 12 avril 1973, pp. 12029-12042.

7. *Ibid.*, p. 12030.

8. United States Department of Agriculture, *Farm Income Statistics: ESLS Statistical Bulletin*, no. 609, Washington (D.C.), United States Government Printing Office, 1978.

d'hégémonie mondiale, le leadership des États-Unis a dû affronter la résistance au travail et la résistance à la guerre. Leur domination sur l'économie mondiale a été mise en cause par la puissance croissante de certains de leurs rivaux de l'OCDE. En 1971, les États-Unis ont dû affronter pour la première fois au XX^e siècle le déficit de leur balance commerciale. Plus déterminant encore, leur capacité à extraire la plus-value de la force de travail s'est heurtée à des limites insurmontables⁹. La rupture du consensus politique obligea depuis ce moment à gouverner par des expédients provisoires.

Le déclin en nombre et en influence politique de la population agricole conduisit à concevoir la politique agricole comme un moyen de résoudre les problèmes des autres secteurs de la société! Alors que les dépenses découlant des programmes sociaux s'accroissaient, les subventions à l'agriculture apparurent comme le chapitre idéal sur lequel réaliser des économies. Les subventions au secteur laitier reflètent bien l'affaiblissement du soutien étatique.

Ce soutien en outre fut de moins en moins populaire auprès de l'opinion quand celle-ci fut informée que la part principale des programmes gouvernementaux bénéficiait aux exploitants les plus riches. La Loi de 1970 sur l'agriculture s'est efforcée en conséquence de limiter la production et de s'appuyer plus sur la rémunération directe par le marché que sur la garantie des prix. Des plafonds furent imposés aux volumes de subventions que chaque exploitant pouvait recevoir, sans toutefois parvenir à égaliser complètement les situations individuelles. Ainsi, en 1978, 10% des producteurs participant aux programmes gouvernementaux ont reçu 50% des paiements totaux¹⁰.

La diminution du soutien public à l'agriculture nous semble une contrainte inévitable. La montée des conflits dans les usines et dans les rues impose au gouvernements d'accroître sa participation aux programmes sociaux. De fait, entre 1970 et 1979, les dépenses fédérales pour l'éducation, la formation, les assurances sociales, et les fonds de chômage sont passés de 8,677 à 29,685 milliards de dollars. Dans le même temps, les dépenses de santé se sont accrues de 13,051 à 49,614 milliards de dollars. À l'inverse, le coût des programmes agricoles fut pendant les mêmes années à peu près constant, évoluant de 5,161 à 6,238 milliards de dollars¹¹. L'accroissement des dépenses sociales aurait été bien plus difficile à supporter si le coût réel des programmes agricoles s'était élevé ou si le gouvernement avait dû prendre des mesures d'austérité pour réduire le déficit de la balance des paiements.

L'agriculture apparaît ainsi comme un instrument idéal pour satisfaire les exigences de cette nouvelle politique. Elle semble capable à la fois d'absorber les chocs et de payer des dividendes. La dévaluation du dollar et le rapprochement avec les pays socialistes sont deux éléments qui confirment cette interprétation.

-
9. M. AGLIETTA, *A Theory of Capitalist Regulation: The U.S. Experience*, Londres, David Fernbach (Tr. New Left Books), 1979.
 10. JOHNSON *et al.*, "Price and Income Policies and the Structure of Agriculture", *Structural Issues of American Agriculture: Agriculture Economic Report*, no. 438 (USDA, Economics, Statistics and Cooperatives Service), 1979.
 11. President of the United States, *Economic Report of the President*, Washington (D.C.), United States Government Printing Office, 1980, p. 284 s.

En 1972-73, les ventes de céréales à l'URSS atteignirent presque 14 millions de tonnes, dont 9,5 millions de tonnes de blé, qui équivalent au quart de la production nationale. Ces ventes cependant contribuèrent moins à résoudre qu'à déplacer les contradictions de la société américaine, car en résolvant certains problèmes, elles en aggravèrent d'autres. L'indice des prix alimentaires (1967 = 100) s'éleva de 118,4 en 1971 à 123,5 en 1973, puis à 148,8 en 1974 et à 164,5 en 1975¹².

Ainsi, en même temps que les programmes sociaux cherchaient à limiter de manière directe les tensions, l'explosion des prix alimentaires découlant des exportations réduisait indirectement les salaires réels. Comme en outre les consommateurs sont plus sensibles aux prix alimentaires qu'à d'autres coûts, leur perception de la baisse du pouvoir d'achat en fut aiguïlée. Soucieux de protéger leurs revenus réels, les travailleurs accentuèrent leurs revendications salariales, ce qui accéléra le taux d'inflation. La tentative de limiter cette évolution par le maladroit embargo sur le soja en 1973 ne servit qu'à avertir les importateurs agricoles que les États-Unis n'étaient pas un fournisseur sûr.

Les effets de l'inflation sur le secteur agricole ne faiblirent pas. Les agriculteurs, tablant sur une pénurie alimentaire mondiale durable, les prix de la terre augmentèrent, passant de l'indice 132 en 1972 (pour 1967 = 100) à l'indice 150 en 1973, l'augmentation se poursuivant ensuite : 1974 = 187 ; 1975 = 213 ; 1976 = 242 ; 1977 = 282 ; 1978 = 308¹³.

C'est au moment où la spirale prix alimentaires/salaires commençait à faire baisser le dollar que les pays de l'OPEP commencèrent à relever le prix du pétrole. Le choc économique qu'entraîna cette décision, joint à l'humiliation face au succès de peuples appartenant à une autre culture convainquirent les responsables politiques qu'il fallait répondre par la force. L'agriculture, avec l'arme alimentaire, fut encore considérée comme le dernier recours.

L'aide alimentaire fut réservée aux régimes les plus fidèles à la ligne américaine. En 1974 (année fiscale), les principaux destinataires de l'aide fournie au titre de la PL 480 (Titres I et II) furent les régimes militaires du Vietnam et du Cambodge. Les demandeurs, politiquement moins acceptables, durent payer les prix du marché pour leurs importations alimentaires, ce qui alourdit le fardeau déjà lourd des prix du pétrole.

Cette attitude sans pitié à un moment où des millions d'hommes ne pouvaient se procurer de quoi manger provoqua de fortes oppositions à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis. Pour apaiser ces critiques, le Secrétaire d'État H. Kissinger proposa une Conférence Mondiale de l'Alimentation dont les réunions n'aboutirent malheureusement à aucune action significative.

Le gouvernement avait espéré que cet ensemble diversifié d'objectifs politiques serait compatible avec la diminution du coût du soutien à l'agriculture. L'*Agriculture and Consumer Protection Act* de 1973 stipulait que serait payée aux agriculteurs

12. *Ibid.*, p. 259.

13. United States Department of Agriculture, *U.S. Foreign Agricultural Trade Statistical Report, Calendar Year 1978, A supplement to the Monthly Foreign Agricultural Trade of the United States*, octobre 1979, p. 17.

la différence entre le prix d'objectif (*target price*) et le taux de prêt (*loan rate*). Ce taux constitue un prix plancher puisque les agriculteurs peuvent soit rembourser les prêts obtenus avec les bénéfices de leurs ventes, soit remettre au gouvernement leurs récoltes sans rembourser les prêts. La *Commodity Credit Corporation* assure un contrôle supplémentaire des prix par son droit de mettre en vente les stocks dès que les prix s'élèvent trop. L'objectif de ce système était de maintenir les prix à l'intérieur d'un couloir relativement étroit puisque, selon la théorie dominante au début des années soixante-dix, le taux de prêt (*loan rate*) et le prix d'objectif (*target price*) devaient tendre à se rejoindre à cause de la croissance de la demande et de l'avantage comparatif de l'agriculture américaine. En pratique, ce processus aurait dû rendre quasiment nulle l'intervention de l'État sur les prix¹⁴.

En fait, depuis 1975, les prix d'objectif se sont éloignés des prix fixés pour les prêts à cause de l'escalade régulière des coûts de production. Le *Food and Agriculture Act* de 1977 a contribué à creuser l'écart entre les deux prix, en prenant comme base de calcul des coûts de production des prix de la terre gonflés par l'inflation.

Cette politique visait à compenser partiellement la diminution rapide du revenu agricole net qui décrochait du niveau élevé atteint en 1973 (33,3 milliards de dollars). En 1974, il tomba à 26,1 milliards, puis à 24,5 en 1975 et à 18,7 en 1976¹⁵. Les agriculteurs en colère défilant à Washington au volant de leurs tracteurs, leurs intérêts durent être pris en compte malgré les pressions de plus en plus fortes des autres segments de la société.

La combinaison de prix déclinants, de coûts croissants et de taux d'intérêts spéculatifs a accru lourdement l'endettement des agriculteurs. Entre 1973 et 1976 la dette moyenne pour les achats d'actifs physiques (terre, équipements) a augmenté de presque 50%¹⁶.

Quoique le rapport dettes/actifs des agriculteurs ne soit pas particulièrement élevé, l'agriculture ne dégage habituellement qu'un faible profit sur le capital investi. Entre 1960 et 1969, le taux de profit annuel moyen s'établissait à 3,46% ; il monte à 4,53% entre 1970 et 1978. Les gains en capital (plus-values foncières) se sont au contraire fortement amplifiés passant d'une moyenne annuelle de 4,53% de la valeur du capital investi entre 1960 et 1969 à 11,59% de 1970 à 1978¹⁷. Dans cette conjoncture, les agriculteurs ne percevant pas bien sûr la plus-value foncière, si l'on rapporte leur endettement à leur revenu net, on constate une aggravation de leur situation et on comprend qu'ils rencontrent de sévères problèmes de liquidité. Un des économistes du *Federal Reserve System*, Emmanuel Melichar, a relevé que cette hausse du prix des terres dans les années 70 reproduisait l'une des conditions qui ont précédé la grande dépression agricole du début des années vingt¹⁸. Le relèvement

14. Philip E. LEVEEN et D. MCLEOD, *Macroeconomic Perspectives and Agricultural Policy*, inédit, 1979.

15. United States Department of Agriculture, *Agricultural Statistics*, 1979.

16. *Ibid.*

17. L.P. SCHERTZ, "Farming in the United States", *Structural Issues of American Agriculture*, no. 438, p. 11.

18. Emmanuel MELICHAR, *Agricultural Finance Commentary*, Washington (D.C.), Division of Research and Statistics, Board of Governors, Federal Reserve System, 1977.

des prix à partir de 1978 n'a pas arrêté l'accroissement de l'endettement de l'agriculture dont les problèmes de trésorerie continuent à s'alourdir. Si les États-Unis entrent dans une phase de récession longue, comme le prédisent actuellement de nombreux économistes, l'agriculture peut se trouver dans une situation très fragile.

Pour empirer les choses, l'administration Carter a fondé sur l'agriculture son offensive contre l'URSS. Certes l'embargo de janvier 1980 sur les céréales ne s'est pas encore traduit par une dégradation massive des prix des céréales, mais les stocks détenus par le gouvernement américain inquiètent les agriculteurs. Pour réduire la pression à la baisse des prix découlant de ces stocks, le gouvernement envisage maintenant d'accroître une fois encore l'aide alimentaire.

La politique suivie est ainsi revenue à son point de départ, les États-Unis détenant des stocks de céréales qui renforcent la nécessité du soutien des prix. Aujourd'hui cependant, l'État ne dispose plus du soutien populaire requis pour faire accepter durablement un tel programme. L'ensemble des dépenses sociales est mis en cause. Face à la relance de la concurrence, on peut prévoir que le gouvernement des États-Unis adoptera une politique plus agressive pour ouvrir de nouveaux marchés agricoles, sans pour autant savoir les formes exactes que prendra cette politique.

II - LA LOGIQUE DE LONG-TERME: L'AGRICULTURE ET L'ACCUMULATION DU CAPITAL

La politique agricole n'est pas seulement une réponse passive à des pressions quotidiennes. L'agriculture joue un rôle stratégique dans le procès d'accumulation, en tant que principal déterminant du coût de reproduction de la force de travail et comme fournisseur de main-d'oeuvre aux autres secteurs de l'économie. L'étude de la politique agricole des États-Unis présente un double intérêt. L'agriculture américaine sert d'abord de modèle au reste du monde. Ce modèle en second lieu est volontairement exporté pour modeler la division internationale du travail.

Cette approche de la politique agricole américaine se différencie de l'analyse des évolutions à court terme proposée ci-dessus. Le changement des structures de production agricoles découle généralement d'un ensemble complexe de mesures appliquées pendant une longue période, à l'exception toutefois des réformes agraires, qui entraînent parfois des bouleversements immédiats. La complexité des moyens à réunir pour modifier les structures accroît le coût de toute inflexion de la politique agricole. Ceci explique l'extrême prudence des gouvernements qui, par crainte des conséquences d'un choix erroné, préfèrent souvent poursuivre une politique dépassée, même si celle-ci entrave le procès d'accumulation après l'avoir favorisé.

C'est à partir de cette interprétation que nous étudierons la politique agricole des États-Unis. L'évolution de la production alimentaire a, sans aucun doute, fortement favorisé le procès d'accumulation dans le passé, ce qui a conduit à considérer le système américain comme très efficace.

À partir d'autres éléments, on peut démontrer - et c'est ce que nous tenterons de faire - que la production agricole aux États-Unis est irrationnelle, c'est-à-dire utilise un montant trop élevé de ressources.

A — Petites, moyennes et grandes exploitations

Pour démontrer le gaspillage de ressources que suppose la production agricole aux États-Unis, on peut commencer par rappeler qu'il faut plus de 10 calories d'énergies fossiles pour produire 1 calorie alimentaire¹⁹. Cette dépendance à l'égard des combustibles fossiles, contrairement aux raisonnements qui cherchent souvent à la justifier, ne permet que de faibles gains en travail. Des chercheurs du ministère de l'Agriculture ont calculé qu'entre 1958 et 1970, l'économie de force de travail imputable aux nouvelles techniques ne fut que de 3%, pour une réduction totale de la population active engagée dans la production-distribution alimentaire de l'ordre de 20% et une augmentation de la production de 20%²⁰.

Ceci ne suffit pas à prouver l'irrationnalité du système alimentaire. Il convient pour cela d'apprécier d'abord ce que nous appelons l'efficacité nette du revenu agricole, définie comme le revenu net produit par unité d'inputs (rapport entre le revenu net et les coûts de production): pour quelle catégorie d'exploitations cette efficacité est-elle la plus élevée?

Les statistiques officielles, qui classent les exploitations selon la valeur de leurs ventes, montrent qu'en 1977 l'efficacité nette du revenu agricole est la plus élevée dans les exploitations moyennes, celles dont les ventes s'établissent entre 20.000 et 40.000 dollars (cf. Tableau 1).

TABLEAU I: Taille des exploitations et efficacité - En 1977

	1	2	3	4
En pourcentage du total national				
Ventes brutes	Dépenses de production	Recettes brutes	Revenu agricole net	Efficacité nette*
2.5 — 5	2.1	1.3	2.5	1.2
5 — 10	3.2	2.7	4.3	1.3
10 — 20	5.6	5.4	8.3	1.5
20 — 40	10.4	11.1	17.2	1.7
40 — 100	23.8	25.8	34.5	1.4
100 — 200	16.2	17.2	19.1	1.2
200 +	38.7	36.5	14.1	0.36

* À l'exception des exploitations réalisant moins de 2.500 \$ de ventes.

SOURCE: USDA, 1978.

19. M. PERELMAN, *op. cit.*, Partie I.

20. E.C. HOWE, G.E. SCHLUTER et C.R. HANDY, "Measuring Labor Productivity in the Production of Food for Personal Consumption", *Agricultural Economics Research*, Vol. 28, no. 4 (octobre 1976); voir aussi F. Dovring, *Productivity of Labour in Agricultural Production: University of Illinois Agricultural Experiment Station Bulletin*, no. 726 (septembre 1967); et W.F. GOSSLING, *Productivity Trends in a Sectorial Model: A Study in American Agriculture and Supporting Industries*, Londres, Input-Output Publishers, 1972.

Si l'on pouvait admettre que 1) ces chiffres sont exacts; 2) tout secteur peut maximiser son revenu par unité de ressource sans affecter défavorablement un autre secteur, on pourrait affirmer sans doute possible la nécessité d'encourager les exploitations moyennes. Ces postulats étant impossibles, notamment parce que les statistiques officielles, comme nous l'avons déjà démontré²¹, sont faites à partir des grandes exploitations et ne saisissent correctement ni les coûts, ni les revenus des petites et moyennes exploitations, nous nous bornerons à considérer ce résultat comme indicatif.

Considérons maintenant les frais de production supplémentaires qui sont nécessaires pour faire passer une exploitation dans la classe de revenu net immédiatement supérieure. Le tableau 2 indique que le rapport entre ces deux grandeurs est optimum quand une exploitation vendant de 10.000 à 20.000 dollars entre dans la classe des exploitations vendant entre 20.000 et 40.000 dollars. La démarche quantitative confirme une fois encore que le produit par unité serait maximisé si les petites exploitations étaient plus nombreuses. Certes, les données utilisées sont trop globales et trop approximatives pour considérer ce résultat comme une règle d'or. Le tableau 2 n'en permet pas moins d'affirmer fortement que le système serait plus efficace si cette catégorie d'exploitations était plus encouragée.

TABLEAU II: Frais de production et revenu agricole net par exploitation - En 1977 et en dollars

	Exploitations vendant :					
	100.000+	40.000- 100.000	20.000- 40.000	10.000- 20.000	5.000 10.000	2.400- 5.000
Frais de production	129.187	58.575	27.766	15.286	9.116	5.780
Revenu agricole net	38.310	18.502	9.993	4.987	2.696	1.508
		<i>Changement des revenus et frais de production nécessaires pour passer dans la classe immédiatement supérieure:</i>				
Frais de production	70.612	30.809	11.940	6.710	3.336	
Revenu net	19.808	8.509	5.006	2.281	1.188	
Revenu net supplémentaire	.28	.28	.41	.34	.36	
Frais de production supplémentaires						

SOURCE: USDA, 1978.

Ce n'est pas le cas. Certes le nombre des exploitations vendant de 20.000 à 40.000 dollars a augmenté de 41% entre 1960 et 1977. Cependant, pour tenir compte de l'inflation, il convient de comparer le nombre d'exploitations, qui, en

21. M. PERELMAN, *Scarcity and Class Struggle: Studies in the Social Division of Labor*, inédit, 1980.

1960, vendaient de 10.000 à 20.000 dollars au nombre d'exploitations qui, en 1977, réalisent des ventes de 20.000 à 40.000 dollars. Le déclin apparaît nettement : il est de 55%, soit un taux de diminution beaucoup plus fort que le taux moyen²². Dans le même temps et à l'inverse, le nombre des exploitations dont les ventes dépassent 100.000 dollars a été multiplié par sept, taux d'augmentation supérieur à celui de l'inflation²³.

Selon les analyses qui précèdent, les grandes exploitations utilisent relativement plus de ressources par dollar de revenu net que les exploitations moyennes, car ces dernières associent pour produire techniques traditionnelles et techniques modernes mises au point pour les exploitations à grande échelle. Pourtant, malgré ses performances supérieures, la moyenne exploitation intéresse peu les organismes de recherche agricole qui concentrent leurs efforts sur la grande exploitation.

Notre choix de l'exploitation moyenne comme base de référence ne signifie pas pour autant que nous pensons qu'elle est par essence plus efficace que la grande exploitation. Nous avons voulu montrer par cette démarche que le système américain a favorisé des techniques impliquant une utilisation intensive d'inputs et un revenu net relativement faible par unité de ressources.

Il convient ici de rappeler que les performances de l'agriculture américaine restent, tous comptes faits, médiocres, ne serait-ce que parce que des terres de bonne qualité comparativement à celles d'autres continents sont inemployées ou consacrées aux paturages. Ainsi pour le blé les rendements américains sont inférieurs de 261% à ceux des Pays-Bas, de presque 200% à ceux de l'Autriche et de la Suisse, de 60% à ceux de l'Europe de l'Est. Des écarts aussi amples se notent pour le maïs avec l'Italie, l'Autriche et la Suisse, ou pour le riz avec l'Espagne, l'Italie et même le Japon²⁴.

Les conséquences de l'extension de cette politique au monde entier apparaissent dans ces conditions clairement : à supposer que les États-Unis parviennent à réduire la dépendance alimentaire des PVD en accroissant leur production, ils les insèreraient du même coup dans une dépendance technologique, encore plus lourde, l'essentiel des inputs supposés par le modèle de production américain devant être importés à des prix croissants (ainsi aux États-Unis, l'indice des prix des engrais chimiques a été multiplié par plus de sept entre 1946 et 1977²⁵). L'Inde est un exemple révélateur de ce déplacement de dépendance²⁶.

B — L'État et le destin des travailleurs : les coûts cachés de l'agriculture

L'intense mécanisation est justifiée aux États-Unis par l'intérêt que présente l'économie de travail. L'étude du ministère de l'Agriculture citée ci-dessus révèle la

22. United States Department of Agriculture, *Farm Income Statistics: ESCS Statistical Bulletin*, no. 609, p. 53.

23. *Ibid.*

24. United States Department of Agriculture, *Agricultural Statistics*, 1977.

25. Voir United States Department of Agriculture, *Changes in Farm Production and Efficiency: ESCS Statistical Bulletin*, no. 612, 1978, p. 56 s.

26. M. PERELMAN, *Farming for Profit in A Hungry World: Capital and the Crisis in Agriculture*, p. 171 s.

faiblesse des économies de travail réalisées de fait. Cette étude en outre ne tient pas assez compte de la qualité du travail mis en oeuvre, et en particulier de l'âge élevé d'un grand nombre de petits exploitants qui de plus souffrent souvent d'infirmités. Ainsi il ressort d'une étude du ministère de l'Agriculture que dans la zone Ozarks de l'Arkansas, du Mississippi et de l'Oklahoma, presque 20% des chefs d'exploitation sont soit totalement, soit partiellement handicapés. Nous voyons dans cette enquête une confirmation indirecte de la supériorité de la petite exploitation sur la grande qui demande un personnel hautement qualifié pour mettre en oeuvre de larges quantités d'inputs. Il faut ajouter la fréquence plus grande de la double-activité dans les petites exploitations qui, bien que probablement sous-estimée (car les agriculteurs omettent souvent de déclarer certaines activités qu'ils exercent irrégulièrement²⁷, apparaît à la lecture du tableau 3.

TABLEAU III: Taille des exploitations et travail hors de l'exploitation

Classes de taille	Jours de travail moyens par an hors de l'exploitation*
5 — 10	92.6
10 — 20	63.9
20 — 40	37.8
40 — 100	23.9
100 — 200	17.9
200 — 500	14.9
500 +	9.3

SOURCE: United States Department of Labor, 1978 II, partie 7, p. 59.

* Les durées centrales sont prises comme moyennes pour le nombre de jours indiqués, sauf pour ceux qui déclarent plus de 200 jours (supposés 225 jours).

Une autre composante du coût en travail de la grande exploitation doit être prise en compte car elle est très importante bien que généralement oubliée : c'est le coût de l'exode rural et de l'urbanisation. En permettant le transfert vers les villes de nombreux emplois, la grande exploitation accroît la dépendance à l'égard de biens et de services dont le coût devrait normalement être imputé à la production agricole. Simon Kuznets, par exemple, a estimé que « les coûts de l'urbanisation... représentaient entre 20 et 30% des dépenses totales de la consommation en 1920 telles que les estimait le Ministère du Commerce »²⁸. Selon Hoch, les salaires dans les agglomérations urbaines de 10 millions d'habitants doivent être déflatés d'environ 18% pour atteindre le pouvoir d'achat qu'ont les salaires dans les villes de 100.000 habitants²⁹. Le *President's National Advisory Committee on Rural Poverty* a montré de son côté que les familles des villes avaient besoin d'un revenu supérieur de 17 à

27. Peter GUTMANN, "The Subterranean Economy", *Financial Analysts Journal*, novembre/décembre 1977, p. 26 s. et 34.

28. S. KUZNETS, *Economic Change*, New York, W.W. NORTON, 1953, p. 195 s.; *idem.*, *Economics Growth of Nations: Total Output and Production Structure*, Cambridge, Harvard University Press, 1971, pp. 76-90.

29. J. HOCH, 1972.

42% à celui des familles rurales³⁰. Pour être complet, il faudrait ajouter les besoins difficilement quantifiables découlant de la vie citadine, comme la rapidité du rythme de vie ou les exigences vestimentaires³¹.

Une quantification précise de ces coûts et avantages est évidemment impossible: la vie citadine présuppose des agréments sociaux et culturels qu'on ne trouve pas à la campagne, mais aussi la pollution, la congestion etc.. Une seule chose est certaine: l'urbanisation implique des coûts élevés.

Les coûts ci-dessus reflètent en partie les besoins en travail nécessaires pour assurer la vie des cités. Il n'en est pas de même des coûts additionnels imposés aux migrants chassés des campagnes par l'évolution de l'économie agricole. Ces coûts peuvent être imputés en totalité au système de production agricole moderne - comme le font implicitement Day³² et Schmitz et Seckler³³ - bien que souvent l'exode vers la ville soit vécu comme une amélioration volontaire des modèles de consommation.

En définitive, si à la somme de travail nécessaire au système alimentaire lui-même on ajoutait une partie du travail requis pour fournir les biens et services résultant de l'exode rural, on pourrait peut-être trouver que les économies de travail assurées par la technologie agricole moderne sont négatives.

L'augmentation du coût du travail que détermine cette forme de modernisation de l'agriculture ne gêne pas forcément le capital. Pour trois raisons. Ce processus d'abord crée une offre nouvelle de travail supérieure à la demande, ou si l'on préfère, tend plus à accroître l'offre de travail qu'à diminuer sa demande. Cette évolution de l'agriculture favorise en effet la salarisation des femmes. Ces dernières travaillent dur dans l'agriculture, mais sans percevoir de rémunération (élément qui accroît encore le coût en travail des techniques intensives de production). Si la ville met à leur disposition des biens et services qui allègent les tâches nécessaires à la reproduction de la famille, elle accroît aussi le coût de cette reproduction. En fait, tandis que la majorité des femmes qui travaillent déclarent ne pas avoir de temps libre³⁴, la plupart des familles ouvrières ne peuvent vivre avec un seul salaire (les enquêtes de Kolko³⁵, indiquent qu'en 1963, 42% des femmes travaillaient par « nécessité financière » contre 17% pour « gagner de l'argent de poche »). Ainsi la libération du travail domestique signifie le plus souvent la liberté d'accepter un travail salarié.

30. President's National Advisory Commission on Rural Poverty, *Rural Poverty in the United States*, Washington (D.C.), United States Government Printing Office, 1968, p. 549.

31. J. HOCH, "City Size Effects, Trends and Policies", *Science*, Vol. 193, no. 4256, 13 septembre 1976, p. 862.

32. R. DAY, "The Economics of Technical Change and the Demise of the Share Cropper", *American Economic Review*, Vol. 57, no. 2 (juin 1967).

33. A. SCHMITZ et D. SECKLER, "Mechanized Agriculture and Social Welfare: The Case of the Tomato Harvester", *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 52, no. 4 (novembre 1970).

34. Willard WIRTZ, "Statement", *The Coming Decade: American Women and Human Resource Programs; Hearings Before the United States Senate Committee on Labor and Human Resources*, Part 1, 96^e Congress, 1^{re} Session (31 janvier et 1^{er} février 1979), p. 213.

35. KOLKO, "Working Wives: Their Effects on the Structure of the Working Class", *Science and Society*, Vol. 42, no. 3 (automne 1978), p. 263.

L'urbanisation ensuite favorise la marchandisation de l'économie domestique et étend ainsi la sphère du capital. Si aujourd'hui les femmes qui ne travaillent pas consacrent aux tâches ménagères autant d'heures que leurs grands-mères, celles qui travaillent leur consacrent deux heures et demi de moins³⁶. Pour ces dernières, les plats préparés et autres aliments modernes deviennent une nécessité.

Le travail des femmes présente enfin deux avantages pour le capital. La plupart des femmes relèvent en effet du « deuxième marché » du travail. Elles équilibrent le système en entrant dans la vie active en phase de plein emploi et en en sortant en phase de chômage³⁷. Si les femmes améliorent la flexibilité du marché du travail, comme elles sont généralement moins bien payées que les hommes, elles contribuent aussi à « tenir » les salaires, surtout en cas de surchauffe.

Cette structure agricole se reproduit aujourd'hui à l'échelle du monde avec une rapidité sans précédent dans l'histoire, en même temps que s'accélère l'urbanisation aux États-Unis. Dans les années soixante les États-Unis, en même temps qu'ils combattaient au Vietnam pour prouver leur volonté de protéger leurs investissements à l'étranger, lançaient la politique dite de « Révolution verte » d'intensification et de mécanisation de l'agriculture, l'Asie constituant leur principale zone d'intervention³⁸.

Cette politique eut des effets très rapides sur les fractions les moins qualifiées de la main-d'oeuvre américaine. Selon un commentateur en effet « Dès 1966 environ, le salaire horaire des ouvriers non spécialisés et spécialisés (aux États-Unis) baissa par rapport au salaire horaire des ouvriers qualifiés. C'est à ce moment que s'ouvrit une période d'expansion pour les multinationales qui commencèrent à exporter leurs techniques de production labor-intensive³⁹.

L'organisation de la société reposant sur la réduction du travail agricole aux États-Unis et à l'étranger, a bien servi le capital. Pour ne citer qu'un des effets de cette politique, le salaire hebdomadaire moyen dans le secteur privé non agricole n'a augmenté en dollars constants (valeurs 1967) que de 3,10 dollars entre 1965 et 1978⁴⁰. Si l'on rappelle que le coût des biens de première nécessité s'est accru plus rapidement que celui des produits de luxe⁴¹, on peut conclure que le pouvoir d'achat de la main-d'oeuvre la moins qualifiée s'est fortement détérioré pendant cette période.

36. K.E. WALKER et M.E. WOODS, *Time Use: A measure of Household Production of Family Goods and Services*, Washington (D.C.), Center for the Family of the American Home Economics Association, 1976; J. VANEK, "Time spent in Housework", *Scientific American*, 231, 5 (novembre 1974); P. ROBINSON émet une opinion différente dans *Changes in Americans' Use of Time, 1965-1976: A Progress Report*, Cleveland (Ohio), Cleveland's State University Communications Research Center, 1977.

37. P. MARTIN et C. HEATON, "Labor Force Participation Differs Significantly for Rural Women", *Monthly Labor Review*, 102, 1 (janvier 1979).

38. M. PERELMAN, *op. cit.*, Chap. 14.

39. Phan Chi THANH, U.S. Productivity Capacity: A comment", Center for the Study of American Business, Washington University, *U.S. Productivity Capacity: Estimating the Utilization Gap*, St-Louis, Center for the Study of American Business, "Working Paper", no. 23, décembre 1977, p. 160.

40. President of the United States, *op. cit.*, p. 225.

41. ANON., "Miniaturizing Agriculture", *Science* 80, Vol. no. 1 (novembre/décembre 1979).

Il est sûr que ces changements de la division sociale du travail ne résultent pas d'une conspiration secrète qu'organiserait une haute commission du capital. Ce serait tomber dans l'erreur courante qui consiste à attribuer les difficultés du capitalisme au système et sa force aux capitalistes. Ce procès d'évaluation obéit plutôt à la logique évoquée par Adam Smith pour décrire les deux lévriers qui en courant après le même lièvre donnent parfois l'impression d'agir de concert. Chacun le rabat vers l'autre, dans son effort pour l'attraper avant l'autre⁴².

C — Réflexions finales sur la politique agricole internationale

Deux hypothèses sont à la base de notre étude. Les politiques agricoles ne peuvent se comprendre en dehors de leurs relations avec le procès d'extraction de la plus-value d'une part ; elles supposent d'autre part un champ d'analyse international.

Cette démarche n'a rien d'original : elle reprend les termes mêmes de l'économie politique classique. Reportons-nous aux pages raccornies de *l'Edinburg Review*. Dans le numéro de juillet 1841, Nassau Senior analyse les *Corn Laws* anglaises⁴³. Contrairement à ce qu'affirment nos manuels, Senior ne se fonde pas, pour justifier ces lois, sur des arguments exclusivement internes (baisser les prix alimentaires pour élever les profits) mais place le débat dans son cadre mondial. Il fait valoir que le maintien du protectionnisme agricole en Angleterre aurait favorisé l'industrialisation des États-Unis et de l'Allemagne, qui auraient été contraints de réduire leur dépendance à l'égard des exportations de produits agricoles. La même argumentation favorable au libre-échange agricole (et seulement agricole, car le protectionnisme resta la règle pour les charbonnages, l'industrie et la main-d'oeuvre spécialisée⁴⁴, qui fut au 19^e siècle un moyen pour spécialiser les pays moins développés dans la production de matières premières, est reprise par Adam Smith et Dean Tucker⁴⁵.

Cette démarche présente cependant l'intérêt de montrer que les multiples propositions qui prétendent aujourd'hui « résoudre » le problème alimentaire mondial font l'objet de débats depuis plus d'un siècle⁴⁶.

La leçon à tirer de tels précédents historiques est, selon moi, que la solution de l'angoissant problème de la faim et de la pauvreté ne passe pas par des changements des tarifs, des prix ou des stocks de sécurité, mais requiert un renversement complet des structures, qui ne viendra pas de conférences, colloques ou même débats parlementaires mais suppose l'intervention active des peuples. [*Traduit de l'anglais*].

42. A. SMITH, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (E. Cannan, ed.), New York, Modern Library, 1937, p. 13.

43. N. SENIOR, "Grounds and Objects of the Budget", *Edinburg Review*, 73, juillet 1841, pp. 502-529.

44. Voir B. SEMMEL, *The Rise of Free Trade Imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979 ; et M. PERELMAN, *Scarcity and Class Struggle: Studies in the Social Division of Labor*, Chap. 1.

45. Voir M. PERELMAN, *Ibid.*

46. Voir Boyd HILTON, *Corn, Cash, Commerce: The Economic Policies of the Tory Governments, 1815-1830*, Oxford, Oxford University Press, 1977 ; et Barry GORDON, *Political Economy in Parliament, 1819-1823*, New York, Barnes and Noble, 1977.